

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



"L'IDENTITÉ CANADIENNE ET  
LE LIBRE-ÉCHANGE"

87/67

Déclaration du  
très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'État aux  
Affaires extérieures

ST. CATHARINES, ONTARIO

Le 6 novembre 1987

OTTAWA

Le 20 novembre 1987

Je voudrais m'arrêter sur un autre point ce soir, à savoir sur ce que l'Accord fait pour le Canada en tant que pays distinct.

On a fait des déclarations bien extrêmes sur ce que nous réserve cet accord de libre-échange sur les plans de la souveraineté et de l'indépendance. Je citerai celle qui va le plus loin, celle de M. Broadbent, qui en fait laisse entendre que cet accord pourrait signifier la fin du Canada pendant les vingt-cinq prochaines années.

Les gens plus pondérés savent que cela n'est pas vrai, mais ils craignent néanmoins que cet accord limite d'une façon ou d'une autre notre indépendance.

Eh bien, mesdames et messieurs, c'est exactement le contraire qui se produira. De mon point de vue, qui est réfléchi, puisque je dois non seulement protéger mais exercer l'indépendance du Canada dans notre politique étrangère, une fois qu'il sera en vigueur, cet accord renforcera notre indépendance sur le plan pratique. Il nous rendra encore plus capables de poursuivre nos objectifs dans le monde et cela pour deux raisons principales.

La première raison, à laquelle j'ai déjà fait allusion, a trait aux capacités financières. Rappelez-vous l'incident du Polar Sea. Où était le problème? Il ne s'agissait ni d'eau ni de notification; le problème est qu'aucun de nos brise-glaces n'allait aussi vite que le leur. Les brise-glaces coûtent des centaines de millions de dollars. Les pays qui n'ont pas les moyens d'en acquérir et qui désirent revendiquer la souveraineté de leur Nord ne peuvent défendre cette souveraineté. Or la souveraineté n'est pas bon marché. L'indépendance n'est pas bon marché. Pour une nation, comme pour une famille ou pour un individu, être indépendant signifie pouvoir voler de ses propres ailes, cela signifie être en mesure d'avoir une base économique saine.

Prenons un autre exemple. Entre autres choses, ce dont nous sommes fiers dans notre politique étrangère, c'est d'être les soldats de la paix dans un monde trop souvent meurtri par les guerres. Nous sommes le peuple qui a eu assez d'imagination pour dire que notre armée servirait non seulement pour nous défendre le cas échéant, mais aussi pour arrêter les conflits ou maintenir la paix lorsque celle-ci vient d'être déclarée. Aussi sommes-nous au Sinaï, à Chypre et ailleurs dans le monde. Vous me direz que le maintien de la paix ne coûte pas beaucoup d'argent, mais comme tout le reste, il n'est pas gratuit. Si nous voulons être en mesure de poursuivre cet aspect peu important de notre indépendance en tant que pays, nous devons pouvoir nous le permettre.

La souveraineté, on n'en parle pas, on l'exerce et, pour l'exercer, il faut en avoir les moyens.

Cela est bien sûr vrai pour d'autres choses. Certains d'entre vous s'intéressent peut-être à Radio Canada mais vous ne pouvez avoir Radio Canada à moins de pouvoir le payer.

Certains d'entre vous s'intéressent peut-être à la structure des programmes sociaux au Canada. Mais vous ne pouvez avoir de programmes de soins destinés aux enfants à moins de pouvoir en assumer les coûts.

Certains autres veulent maintenir l'identité propre de ce pays. Vous ne pouvez garder l'identité distinctive de ce pays, vous ne pouvez être souverain, vous ne pouvez être indépendant à moins d'avoir une base économique solide.

C'est l'une des raisons pour lesquelles cet accord commercial nous aidera à agir de façon plus indépendante et plus assurée dans le monde.

L'autre raison principale pour laquelle l'accord nous rendra encore plus capables de poursuivre nos objectifs est que les nations affirment leur identité en se tournant vers l'extérieur et non en se cachant. Jamais personne ne s'est fait connaître de ceux dont il se cache. Ce pays ne se fera pas connaître comme nation indépendante et forte par la hauteur de ses murs, mais par la nature distincte de sa contribution au plan international.

De concert avec le Premier ministre, je suis le ministre chargé, en dernière analyse, de la politique étrangère de ce pays. Je vous dirai que les craintes que nous avons à propos de notre indépendance sont souvent soulevées dans le contexte de la politique étrangère. Permettez-moi d'attirer votre attention sur certaines des caractéristiques distinctives de ce pays, telles qu'elles sont exprimées par ce gouvernement, dans le domaine de la politique étrangère, qui est censée être menacée par nos relations avec les États-Unis.

Voyez ce que nous faisons. Voyez comment notre pays se distingue, comment il est indépendant.

En septembre dernier à Québec, le Canada a accueilli le Sommet de la francophonie, qui est une famille unique de toutes les nations du monde qui ont en commun l'usage du français et au sein de laquelle nous avons coutume d'être moins actifs. Pourquoi? Parce que nous

n'avions pas trouvé la place de la langue et du fait français dans notre pays. Nous n'avions pas mûri au point de pouvoir accepter la société distincte que le Québec constitue. Nous n'étions pas assez mûrs pour cela. Maintenant nous le sommes. Et c'est parce que nous faisons davantage preuve de maturité chez nous que nous pouvons agir au sein d'un monde qui mûrit. Autrement dit, nous pouvons maintenant être membres à part entière de la communauté francophone internationale, avec tous les contacts que cela nous ouvre - contacts commerciaux, contacts en Égypte, en Afrique et dans d'autres pays du monde; contacts diplomatiques. Permettez-moi de signaler à ceux qui prévoient que le Canada deviendra une pâle imitation des États-Unis, l'évidence que les États-Unis ne sont pas membres de la Francophonie.

En octobre, le Premier ministre a présidé la Conférence tout à fait remarquable d'une autre famille dont le Canada est le principal et fier partenaire. La famille du Commonwealth. Les États-Unis quant à eux auraient pu en faire également partie jusqu'au moment où ils décidèrent de se retirer, en 1776. L'important c'est que nous sommes restés.

Je ne veux pas vous faire une leçon d'histoire, mais un des faits qui distingue la société américaine de la nôtre est que les États-Unis ont pris en 1776 la décision révolutionnaire de laisser l'Europe derrière eux, de couper les ponts, d'arriver à une indépendance qui leur permette d'être une lumière sur la colline, un guide pour d'autres nations. Ils se sont donc coupés des autres traditions, ce que nous n'avons jamais fait.

Ce que nous avons fait, c'est de respecter ces traditions et de les implanter sur un nouveau continent. Il y a une différence de continuité entre notre pays et notre société et les États-Unis et la leur.

L'un de ces exemples est la famille du Commonwealth que les Américains ont quitté et au sein de laquelle nous jouons de plus en plus, sous Brian Mulroney, un rôle actif et de leader.

Quels autres pays appartiennent à cette famille? La Grande-Bretagne, l'Inde, le Nigéria et d'autres dont l'importance s'accroît au fur et à mesure que le monde mûrit et évolue. Ce qui m'a frappé en assistant aux réunions tenues à l'occasion de la Conférence c'est qu'en fait, dans la famille du Commonwealth, c'est le monde entier qui était représenté à la table. Et, dans toute une gamme de domaines, comme la dette internationale, l'apartheid, le télé-enseignement, ce pays qu'on appelle le Canada joue, sous Brian Mulroney, un rôle de leader distinct au sein de cette famille qui n'est pas un reflet des États-Unis.

Regardons ce qui se passe dans d'autres régions du monde et supposons que d'une manière ou d'une autre notre indépendance sera perdue. Comparons notre position avec celle des États-Unis. Regardez ce qui se passe en Amérique centrale, au Nicaragua. Les États-Unis ont imposé un embargo commercial au Nicaragua. Nous ne l'avons pas fait. Les États-Unis supposent que les problèmes de ce pays sont d'ordre militaire et idéologique. À notre avis, ils sont d'ordre social et économique. Les États-Unis sont considérés comme une source de problèmes et nous comme de potentiels soldats de la paix. C'est là une différence fondamentale, une différence qui sera très claire lorsque j'irai dans deux semaines représenter le Canada en Amérique centrale. Il y a une différence nettement marquée entre ce pays et les États-Unis, une différence qu'il n'a pas été difficile de respecter tout en recherchant un accord commercial avec les Américains.

Songez à l'Afrique australe. Pendant des années, le gouvernement américain a suivi dans cette région une politique d'engagement soi-disant constructive; il a essayé de collaborer avec le gouvernement d'Afrique du Sud de façon à l'encourager à mettre fin à l'apartheid. Nous avons suivi un chemin différent. Nous avons décidé que le seul moyen de mettre fin à ce système était de suivre un programme de pressions concertées. Amorcée il y a plus d'un quart de siècle par M. John Diefenbaker, cette initiative avait été ensuite mise en veilleuse. Nous l'avons maintenant reprise.

Aujourd'hui, les journaux nous apprennent que le premier des prisonniers politiques d'Afrique du Sud a été libéré. Pensez-vous que cela soit grâce à l'engagement constructif? C'est plutôt, en partie, grâce aux pressions concertées que des pays comme le Canada ont été en mesure d'exercer. Nous avons suivi cette politique différente tout en recherchant un accord commercial avec les États-Unis.

Songez à ce qui s'est passé dans d'autres régions d'Afrique. Pensez aux secours apportés pour apaiser la famine. L'année où tant de Canadiens se sont regroupés pour affronter les problèmes de la famine en Éthiopie et au Sahel a été une des heures de gloire de cette nation.

À cet égard, qu'est-ce qui a distingué, entre autres, notre politique de celle qui a été appliquée au sud du 49<sup>e</sup> parallèle? La politique américaine était en partie fonction de l'idéologie du pays où sévissait la famine. En d'autres termes, s'il se trouve que la crise a lieu dans un pays dirigé par un gouvernement que l'on désapprouve, l'aide n'est pas acheminée. Notre aide en revanche est acheminée partout où on en a besoin.

C'est là une caractéristique distinctive du Canada, caractéristique que nous avons pu garder tout en poursuivant un accord commercial avec les États-Unis.

Songez au système des Nations Unies, qui est essentiel au fonctionnement efficace de la planète. Prenez en particulier une de ses institutions, l'UNESCO (l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture). Tout d'abord, tout le monde savait que l'UNESCO était mal dirigée. Et c'est pour cette raison que les États-Unis et la Grande-Bretagne l'ont quitté il y a deux ou trois ans. Le Canada, que l'on pressait d'en faire autant, ne s'y est pas résolu. Nous avons déclaré en effet que plutôt que de nous détourner d'un système qui ne marche pas aussi bien qu'il le devrait, nous allions y rester, nous allions le réformer de l'intérieur.

Dans ce cas encore, une manchette d'un journal d'aujourd'hui indiquait que M. M'Bow, l'ancien secrétaire général, qui à notre avis est lié en partie au problème, a décidé de ne pas chercher à se faire réélire pour un troisième mandat. Cela signifie que les réformes sont possibles. Nous ne les avons pas faites tout seuls, mais des progrès ont pu être accomplis parce que le Canada est resté et a suivi, de l'intérieur, la voie de la réforme.

Là encore nous constatons une réelle différence d'avec nos voisins du sud du 49<sup>e</sup> parallèle dans un domaine où la poursuite de notre politique distincte a pu se faire parallèlement à celle d'un accord de libéralisation des échanges.

Mon intention n'est pas de prouver que nous différons des États-Unis. Pendant trop longtemps, les Canadiens prétendaient pouvoir affirmer leur identité en disant ce qu'ils n'étaient pas. Cet âge est révolu. Nous voulons maintenant affirmer notre identité en disant qui nous sommes. Nous n'avons désormais plus besoin d'un nationalisme négatif. Ce qu'il nous faut maintenant c'est un nationalisme positif, posé, assuré, qui montre que nous sommes une nation distincte établie dans la moitié septentrionale de l'Amérique du Nord. Nous avons une histoire différente, une nature différente et des priorités différentes. Ces différences, loin d'être estompées par les avantages que procure le libre-échange, vont se renforcer parce que notre nation deviendra plus forte.

En ma qualité de ministre des affaires étrangères de ce pays, j'exerce cette différence, j'exerce tous les jours la politique indépendante du Canada. Nous l'exerçons dans des domaines comme le commerce.

Ceux d'entre vous qu'intéressent l'agriculture et tous ses aspects savent que l'un des grands problèmes auxquels nous faisons face actuellement sont les politiques protectionnistes mises sur pied par les États-Unis et la Communauté européenne. L'une des réactions les plus efficaces jamais élaborées pour contrer ces politiques a été la création de ce que l'on a appelé le Groupe de Cairns des exportateurs agricoles loyaux. De concert avec l'Australie, le Canada a été à la tête de ce groupe pour s'assurer que nous puissions organiser nos efforts pour essayer de changer les pratiques de subvention qui sont à l'origine de ces problèmes et menacent l'industrie de la vigne et du blé, et d'autres industries de ce pays.

C'est là encore un élément de notre politique étrangère indépendante. C'est le Canada qui affirme sa nature distincte dans le monde.

M. Broadbent, dans la mesure où il peut se retenir de prédire la fin de la nation, désire examiner les différences entre le Canada et les États-Unis. Ce n'est pas Bob White que je lui conseille d'interroger à ce sujet, mais d'autres.

Qu'il demande donc à Rajiv Gandhi s'il y a une différence entre le Canada et les États-Unis. Rajiv Gandhi le lui dira.

Qu'il demande à Robert Mugabe, le Premier ministre du Zimbabwe, les différences qu'il y a entre le Canada et les États-Unis. Le premier ministre Mugabe les lui dira.

Qu'il interroge également Margaret Thatcher ou François Mitterrand et ceux-ci lui diront les différences qu'il y a entre le Canada et les États-Unis.

Nous sommes un pays dont les traits distinctifs sont bien mieux connus à l'étranger que chez nous. Je crois qu'il est temps que les fonctionnaires et les dirigeants de ce pays arrêtent de prétendre que nous ne sommes pas une nation de plein droit. Qu'ils commencent à admettre que ce pays a une caractéristique qui le distingue des autres et qui est connue et respectée dans le monde entier. Tout ira bien mieux si cette caractéristique est connue et respectée également chez nous.

L'un des moyens d'y arriver est de procéder avec beaucoup plus de confiance aux arrangements commerciaux que nous devons de toute façon conclure avec les États-Unis et avec les autres pays.

Après toutes les discussions que j'ai eues à propos de l'arrangement commercial conclu avec les États-Unis, je suis frappé de voir que ce sont les Canadiens qui font réellement de la concurrence - hommes d'affaires à la recherche de marchés, entrepreneurs à la recherche de débouchés, qui n'ont pas peur des États-Unis. Ceux qui ont peur sont ceux qui n'ont jamais tenté leur chance et c'est le cas de beaucoup.

Le fait est que dans la plupart des domaines ce pays n'a rien à craindre. Ce n'est pas un pays de deuxième ordre. Nous avons eu un moment des difficultés au hockey, mais nous battons à nouveau les Soviétiques.

Ce que nous pouvons faire dans les sports, nous pouvons le faire également dans les sciences; nous le faisons dans les arts, dans les affaires et nous pouvons le faire dans tous les domaines. Nous devrions arrêter de dénigrer ce pays et plutôt reconnaître que c'est un pays de première classe, un pays de calibre mondial qui est en mesure d'accepter la concurrence et de s'imposer.

Comme dernier point, je voudrais aborder la nature du risque qu'a impliqué la création de ce pays. J'ai déjà indiqué que notre histoire n'a pas commencé par une révolution, mais qu'elle a son origine dans une série de décisions prises par des individus qui auraient pu rester dans leur patrie d'origine où la vie aurait pu être plus confortable, mais leur aurait offert beaucoup moins de débouchés.

Au lieu de cela, ils ont renoncé à leur confort et se sont embarqués dans une grande aventure.

La compagnie de la Baie d'Hudson, l'une des premières dans l'histoire canadienne, ne portait pas ce nom à sa création. Son nom d'origine, qui est inscrit dans sa charte, est la Company of Adventurers Trading in the Hudson Bay (Compagnie des commerçants pionniers de la baie d'Hudson). Voilà un titre qui saisit réellement l'idée de ce que ce pays a été.

Il n'y aurait jamais eu de Canada si le peuple avait été timide au point de chercher des murs derrière lesquels se cacher au lieu de chercher des débouchés à exploiter. Il n'y aurait jamais eu de Canada si ce genre de timidité avait été au coeur de notre tempérament national. Mais nous n'avons pas ce genre de timidité, mais un instinct opposé, et en fait, bien plus développé que celui de nos voisins.



Nous nous sommes installés sur la région la plus ingrate de l'Amérique du Nord. Il a été beaucoup plus facile de bâtir la Virginie que l'Ontario, la Californie que la Colombie-Britannique. Nous avons colonisé l'hiver sur la moitié de l'Amérique du Nord. Nous avons choisi un territoire plein de ressources, mais aussi plein d'obstacles formidables, qui ne nous ont pas démontés.

L'histoire de ce pays a été de surmonter ces obstacles et de reconnaître que nous pouvons l'emporter si nous le désirons.

C'est cela qui est réellement en jeu au moment où nous nous penchons sur la question commerciale. Il est très important de lire les détails de l'accord. Voilà pourquoi nous l'avons soumis à l'étude d'un Comité. Voilà pourquoi nous y avons associé les provinces. Voilà pourquoi nous sommes engagés dans la campagne d'information du public la plus étendue jamais menée dans le cadre d'un accord international. Voilà pourquoi nous avons fait tout cela.

Ces détails sont très importants, car ce sont eux dont devront s'accommoder vos avocats, vos comptables et vos commerçants.

Mais l'esprit qui inspire notre action est également important. Allons-nous devenir un pays qui se réfugie dans une forteresse ou un pays qui recherche des débouchés à exploiter?

Je crois que nous serons un pays qui, conformément à sa tradition, se tourne vers l'extérieur à la recherche de débouchés.

Merci.